



COMITÉ FRANÇAIS POUR  
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



© Emilie Leroux

## RAPPORT ANNUEL 2016

Rapport moral  
Rapport d'activité  
Rapport financier



## GLOSSAIRE

---

ADESAF	Association pour le Développement Économique et Social en Afrique
AFD	Agence Française de Développement
AIDR	Alliance Internationale de Développement et de Recherche
AMCP	Action Mondiale contre la Pauvreté
APE	Accord de partenariat économique
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CUF	Citées Unies France
4D	Association Dossiers et débat pour le développement durable
EDUCASOL	Plateforme d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale
FARM	Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM)
F3E	Evaluer, échanger, éclairer
GRDR	Migration, citoyenneté, développement
GRET	Gret, professionnels du développement solidaire
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
ODD	Objectifs de développement durable définis par les Nations Unies
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PAFAO	Programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
UE	Union européenne

## NOS PARTENAIRES EN 2016

---



Agence Française de Développement



Ministère des Affaires étrangères et du Développement international



Commission européenne



Biocoop



Enseignement agricole



Fondation Abbé Pierre



Fondation Daniel & Nina Carasso



Fondation Ensemble



Fondation de France



Fondation JM Bruneau



Fondation Léa Nature



Fondation Lemarchand



Fondation pour la Nature et l'Homme



Fondation L'Occitane



Fondation Groupe RATP



Seed Foundation



Osiwa



1% pour la planète

## SOMMAIRE

---

<b>NOS PARTENAIRES EN 2016</b>	<b>3</b>
<b>RAPPORT MORAL</b>	<b>5</b>
<b>RAPPORT D'ACTIVITÉS</b>	<b>9</b>
<b>1. UNE PLATEFORME POUR ÉCHANGER ET AGIR</b>	<b>11</b>
Trois métiers pour la solidarité	12
Vie associative	13
<b>2. NOURRIR LE MONDE</b>	<b>15</b>
Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)	16
Campagne ALIMENTERRE	18
Centre de ressources alimenterre.org	20
Plaidoyer : pour des politiques cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale	21
<b>3. COOPÉRER AUTREMENT</b>	<b>23</b>
Coopérer autrement en acteurs de changement	24
Programme Concerté Pluri Acteurs Joussour (Algérie) : résolument tournés vers l'avenir	25
Programme Concerté Pluri Acteurs Congo : de la confiance vers l'action collective	27
<b>RAPPORT FINANCIER</b>	<b>29</b>
Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI	30
Les emplois et les ressources de l'exercice 2016	30
Le bilan du CFSI	33
<b>ANNEXES</b>	<b>35</b>
Liste des projets sélectionnés en 2016	36
Instances associatives	40
L'équipe salariée au 31 mai 2017	42
Glossaire	43

# RAPPORT MORAL

De l'année 2016, nous héritons de nouvelles tensions géopolitiques, entre l'est et l'ouest, le nord et le sud, avec l'élection de Trump, des attentats en Europe dont celui de Nice le 14 juillet, la poursuite des guerres au Moyen Orient, des zones d'insécurité en Afrique, une Europe secouée autant par le Brexit que les positions de la Pologne ou de la Hongrie sur l'accueil des migrants, et un contexte politique français bien surprenant ! Avec la tentation du repli, et même du rejet de l'autre, quand il s'agit d'un réfugié sans moyen...

Mais à côté de cela, la vitalité des sociétés civiles est porteuse d'espoir, et les changements politiques en Afrique de l'Ouest en particulier sont notables (après le Sénégal en 2014, le Burkina en 2015, la Gambie en 2016).

Pour un monde plus solidaire, en luttant contre la pauvreté et les inégalités par le développement, le CFSI appuie des mutations positives de nos sociétés « ici » comme « là-bas ». En 2016, ses actions dans le cadre de ses deux grands axes stratégiques (Société civile et participation - avec le programme Coopérer autrement et les 2 PCPA - et Nourrir le monde - avec ses trois volets) ont alimenté les réflexions pour son cadre stratégique 2017-2021.

**1/ Un des points forts de l'année a été le séminaire international** du programme Coopérer autrement en acteurs de changement en novembre : cette assemblée de citoyens du monde (4 continents y étaient présents) a traité de nos enjeux partagés, celui du partage des expériences acquises dans les territoires, pour le cadre d'une vie digne et le partage des richesses créées... Ce séminaire nous a conduits à affirmer que les Objectifs du développement durable approuvés par les Nations Unies en septembre 2015, étaient la référence de nos actions et revendications pour les années à venir.

Le programme Joussour a tenu son assemblée générale près d'Alger, mais a aussi été présent aux 3<sup>e</sup> Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités territoriales. Nous avons la chance de vivre ces rencontres avec la jeunesse en responsabilité de la société civile en Algérie et en France à travers ce programme. Mais c'est aussi une exigence d'en faire partager la richesse avec tous ceux qui en France voudraient nous faire oublier la part de notre histoire au sud de la méditerranée.

**2/ Le programme Nourrir le monde recouvre trois volets**, la campagne ALIMENTERRE, le programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) », et le plaidoyer pour la cohérence des politiques (tout particulièrement en Europe) autour de celles du développement. Tous les trois ont progressé dans la formulation de leurs fondements communs. Dans ces domaines aussi l'année 2016 a été celle d'événements structurants : l'élaboration d'une stratégie pour ALIMENTERRE, la poursuite du programme Pafao, en particulier par l'action sur la transformation des produits traditionnels et leur accès aux marchés urbains... Et le plaidoyer institutionnel du CFSI - ainsi que les actions d'appui au plaidoyer apportées aux membres du CFSI et à leurs partenaires - ont été reformulés, avec les critères qui doivent guider notre implication. L'atelier « Entreprises, société civile, Etat : qui a le pouvoir ? » a permis de renouveler notre approche.

**3/ La formulation d'un nouveau cadre stratégique** n'a pu être achevée en 2016 : nous avons jugé préférable de prendre notre temps, de profiter des avancées des deux axes stratégiques cités ici, mais aussi de conclure notre travail sur « S'engager pour la solidarité internationale avec le CFSI ». La méthode de son élaboration a permis de renforcer l'interconnaissance des membres du CFSI. Elle a été réutilisée par des membres pour leur propre approfondissement de la Solidarité internationale.

Nous avons aussi voulu formuler les raisons et le sens de l'appartenance au CFSI : essentiellement contribuer à transformer les pratiques de coopération, les messages et positionnements sur la solidarité internationale, dans une posture constructive basée sur une critique objective alimentée par nos actions. Nous sommes encouragés dans cette voie, notre plateforme fait preuve de vitalité : tout en restant soucieux de la diversité complémentaire de nos membres, nous avons été heureux d'accueillir l'Adesaf, en attendant d'autres annoncés en 2017 (Eau-Vive, SNETAP-FSU, SOL).

En profitant du travail réalisé par d'autres, (dont Coordination Sud, son dossier sur ce thème, comme ses deux assemblées consacrées à sa propre stratégie), il nous reste à reprendre la question des conditions de la contribution du secteur marchand aux objectifs de développement et à l'accès aux droits et à quelles conditions. Cela devrait conduire à adopter un nouveau cadre stratégique en 2017... Nous aurons ensuite à reprendre la réflexion sur le « modèle socio-économique » du CFSI.

**4/ Et bien d'autres activités.** Les trois sujets cités plus haut ne résument pas toutes nos activités et participations. Pour moi, cela a été la participation à l'Alliance Sciences Sociétés (Alliss) qui veut faire reconnaître les interactions originales entre la société civile et les professionnels de la recherche dans la production de connaissances pour répondre aux enjeux de notre époque. Un livre blanc a été préparé en 2016, qui devrait aboutir au premier semestre 2017. Il doit repérer et mettre en lumière un ensemble significatif d'expériences originales et effectuer des recommandations envers les puissances publiques et les acteurs impliqués.

Cela a aussi été la participation à des événements ou forum de réflexion : les Dialogues en Humanité en juillet à Lyon, diverses conférences à Avignon ou Montpellier dans le cadre des festivals de l'été, et le Forum social mondial de Montréal, premier du genre dans un pays développé, qui a souffert d'une plus faible participation des pays africains et asiatiques, et même latino-américains.

Des séminaires comme celui de FARM sur « l'emploi en Afrique, et si l'agroalimentaire était une solution ? » ont donné des éclairages intéressants, mais aussi montré les tensions possibles entre entreprises locales et grands groupes alimentaires mondialisés... Le séminaire de la Fondation Carasso « Rencontres pour une alimentation durable » a aussi été d'une grande richesse.

Quand les charges de l'emploi du temps le permettent, ces séminaires sont une excellente façon d'élargir notre regard. Mais il faudrait davantage le partager entre nous...

**5/ La gouvernance du CFSI** a connu quelques modifications avec la représentation de la CGT au Bureau, liée au départ à la retraite de Jean-Jacques Guigon, remplacé par Marie-Christine Naillod. Les 5 réunions du Conseil de direction se sont tenues avec une bonne préparation des dossiers et de bons débats. J'en rappelle pour notre mémoire les thèmes principaux : le cadre stratégique et le modèle économique ; nos relations avec le CIRAD ; bilan et évaluation de Jousour ; évaluation du dispositif de suivi du programme CAAC ; comptes financiers et préparation des budgets ; le contenu du programme Nourrir le monde et la cohérence entre ses trois volets ; le CFSI et le secteur marchand ; situation du PCPA Congo ; gouvernance et stratégie **ALIMENTERRE**.

L'assemblée générale en juin, outre les sujets dits statutaires, a débattu du sens de l'appartenance à la plateforme CFSI et les modalités d'organisation pour « fabriquer du commun ».

En conclusion de ce rapport moral, je souhaite remercier tous ceux qui ont fait l'activité du CFSI en 2016, l'équipe salariée, les membres et leurs représentants dans nos instances, nos bailleurs (AFD, UE et fondations) mais aussi tous ceux qui participent à nos réseaux et programmes en France (les pôles et relais **ALIMENTERRE** tout particulièrement) et dans le monde, en Algérie, au Congo ou dans les territoires du programme CAAC : le séminaire international de novembre dernier en a montré la diversité !

Et cela fait 5 ans que j'ai été élu comme président du CFSI par l'assemblée générale du 25 septembre 2012 : ce qui me conduit à me présenter à un nouveau mandat. Dans quelles conditions ? Ce sera un point de notre AG ...

Yves Le Bars

Président du CFSI

# RAPPORT D'ACTIVITÉS



Séminaire international CAAC, novembre 2016 © Minh Maudoux

## ////////////////////////////////// Une plateforme pour échanger et agir //////////////////////////////////////

Le CFSI se veut et se vit comme une plateforme de solidarité internationale. Ses membres agissent à l'international via des coopérations interassociatives, décentralisées ou intersyndicales.

Le CFSI met au service de ses membres des ressources humaines et financières. L'objectif est de **co-construire et d'accompagner des initiatives de solidarité internationale** et des innovations. **Il anime les échanges** et transforme les pratiques en savoirs partagés. Le **CFSI suscite la création de réseaux** à même de porter des programmes qui resteraient inatteignables pour une organisation isolée.

Le CFSI agit pour **une coopération de société à société**, avec une attention à :

- promouvoir les droits humains ;
- mieux relier l'économique et le social ;
- favoriser une approche par les territoires ;
- promouvoir le travail en réseaux, le dialogue et la concertation entre des acteurs de différentes natures.

## Trois métiers pour la solidarité

Le travail du CFSI répond aux marqueurs de son cadre stratégique : relier l'économique et le social, promouvoir le socle des droits, favoriser une approche par les territoires, renforcer le pluri acteurs, la concertation et les mises en réseaux. Les activités sont réalisées pour et avec ses membres et ses partenaires. Le CFSI les anime en développant trois métiers au service de la solidarité internationale.

- Grâce au soutien financier de ses donateurs, de bailleurs publics et privés, il accompagne des initiatives menées par ses membres pour coopérer autrement. Il mobilise également des partenaires dans les programmes qu'il mène avec d'autres organisations, comme les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) ou le programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) avec la Fondation de France.
- Il anime des réseaux d'échanges, valorise les pratiques et favorise les changements d'échelle des initiatives soutenues. Ceci suppose des alliances avec une diversité d'acteurs, notamment avec la Recherche. Le programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) met l'accent sur des échanges de territoires à territoires. Il inclut des collectivités locales et des acteurs économiques. Le changement d'échelle exige également une approche transversale pour faire le lien entre les initiatives soutenues et le plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.
- Il organise et gère des espaces collectifs avec ses membres et avec des organisations partenaires ou alliés. Ces espaces concernent une entrée thématique à travers la campagne ALIMENTERRE qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international et des entrées géographiques avec les PCPA en Algérie et au Congo.

### CHIFFRES CLÉS 2016

**Une plateforme associative de 20 membres animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de 11 salariés**

**500 organisations partenaires à l'international**

**166 000 familles paysannes soutenues en Afrique de l'Ouest depuis 7 ans**

**900 acteurs engagés dans la campagne ALIMENTERRE**

**65 000 spectateurs pour le festival de films ALIMENTERRE**

**200 000 internautes**

## Vie associative

### Les instances, au cœur de la mise en œuvre du cadre stratégique

Le CFSI rassemble 20 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. Le bureau s'est réuni physiquement une fois au cours de l'année. Il a également validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives. Il a assuré la préparation des réunions du conseil de direction qui s'est réuni cinq fois.

THÈMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION	
<b>Février 2016</b>	Adhésion Adesaf Espaces collectifs au sein du CFSI Modèle socio-économique Cadre stratégique : modalités de préparation
<b>Avril 2016</b>	PCPA Joussour : bilan et perspectives Cadre stratégique : retour des membres et du secrétariat sur le cadre stratégique actuel Préparation de l'assemblée générale
<b>Juin 2016</b>	Arrêté des comptes 2015 et budget 2016 Coopérer autrement en acteurs de changement : dispositif de suivi évaluation Préparation de l'assemblée générale Cadre stratégique : positionnement solidarité internationale Validation du plan de collecte
<b>Septembre 2016</b>	Agriculture et alimentation Point financier Cadre stratégique : secteur marchand Election du bureau
<b>Décembre 2015</b>	Suivi financier 2016 – budget 2017 Stratégie ALIMENTERRE Cadre stratégique : secteur marchand

La vie associative se concrétise également par la participation de l'équipe salariée à des réunions des membres et par des groupes de travail. Le groupe de travail solidarité internationale composé de membres du conseil de direction et de salariés a préparé la réflexion et la mobilisation des membres sur ce sujet. Autre point fort de l'animation de nos activités : des comités qui définissent et suivent des orientations pour que nos programmes répondent encore mieux aux enjeux agricoles et alimentaires et à la lutte contre les inégalités. A ceux-ci s'ajoutent les comités de pilotage des PCPA en Algérie et en République du Congo où le CFSI intervient aux côtés des membres de ces programmes comme ONG garante. Pour finir, des comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils étudient les projets et proposent une sélection qui est validée par le bureau.

### **Le CFSI, toujours investi dans les espaces collectifs**

Le CFSI est adhérent direct de Coordination Sud, la fédération nationale des ONG françaises. Il est membre de son conseil d'administration. Il co-anime le groupe de travail financements publics français, est chef de file de la commission Cohérence des politiques avec le développement et participe à la commission agriculture et alimentation. Le CFSI est membre du comité de pilotage du Festival des Solidarités et de son groupe communication. Il s'implique également au sein du F3E sur les questions liées à l'impact des actions menées. Il est membre d'Educasol (Plateforme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale), du Comité de la Charte du Don en confiance et d'Alliss (Alliance Sciences Sociétés).



Bénin © Yves le Bars

## Nourrir le monde

Le défi fondateur du CFSI est celui de la faim, qui fait aujourd’hui plus de 795 millions de victimes, principalement dans les pays pauvres mais aussi dans les pays riches.

**Comment nourrir le monde en 2050 ?** Cette question interroge le modèle d’une agriculture industrielle, les pratiques alimentaires et le gaspillage des pays riches ainsi que les politiques commerciales à l’œuvre.

**Revaloriser une agriculture familiale innovante et promouvoir la souveraineté alimentaire est indispensable.**

Les engagements du CFSI sont de trois ordres :

- soutenir l’**innovation paysanne, locale et durable** – à l’exemple du programme « Promotion de l’agriculture familiale en Afrique de l’Ouest » ;
- **sensibiliser les opinions publiques** aux enjeux agricoles et alimentaires à travers la campagne **ALIMENTERRE** ;
- **plaider pour une cohérence des politiques européennes et françaises** avec les politiques de développement pour le respect de la sécurité et de la souveraineté alimentaires et du droit à l’alimentation.

## Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

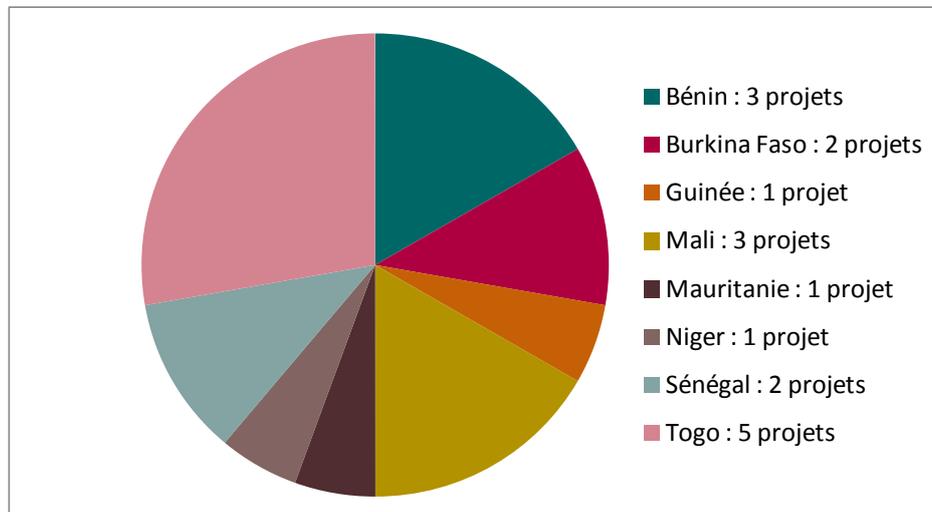
*En 2016, le programme Pafao, mené en partenariat avec la Fondation de France, consolide sa démarche d'accompagnement en favorisant le changement d'échelle des innovations locales et paysannes.*

Le programme se structure autour de trois piliers complémentaires :

- soutenir les innovations qui font gagner des parts de marché aux produits locaux (volet Fonds de soutien « général ») ;
- capitaliser pour tirer des enseignements utiles au-delà des projets et alimenter les cadres de dialogue politique, notamment ceux du Roppa<sup>1</sup> ;
- soutenir la construction de stratégies de changement d'échelle afin que les initiatives réussies ne restent pas marginales mais occupent plus d'espace économique (volet Fonds de soutien « stratégies de changement d'échelle »).

Le **volet général** a donné la priorité en 2016 aux innovations portant sur la promotion du **consommer local** et la **connexion de l'agriculture familiale durable aux marchés** urbains et ruraux.

### 18 projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets général en 2016 dans 8 pays



En 2016, une réflexion collective articulée autour de cas pratiques a consolidé la façon dont le programme Pafao soutient **le changement d'échelle des innovations** : précision des concepts, création d'une boîte à outils, élaboration des lignes directrices du futur appel à projets 2017. Grâce à cet accompagnement méthodologique, trois nouvelles initiatives ont bénéficié d'un Coup de pouce financier pour définir leurs stratégies de changement d'échelle.

<sup>1</sup> Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest, membre du Comité d'orientation et de suivi du programme Pafao.

## Les temps forts de l'année

### MARS ET NOVEMBRE 2016

#### Ateliers « Stratégies de changement d'échelle » à Paris

Ces ateliers ont réuni une vingtaine de participants : porteurs de projets d'Afrique de l'Ouest, ONG européennes, chercheurs, bailleurs et organismes internationaux. Ils visaient à identifier les étapes, les outils et les méthodologies pour repérer et soutenir la construction de stratégies de changement d'échelle. Grâce aux conclusions de ces deux événements, et afin de servir au mieux les dynamiques de changement à même de révolutionner le paysage agricole et alimentaire, les lignes directrices de l'appel à projets « Stratégies de changement d'échelle » 2017 ont été précisées.

### MAI 2016

#### Atelier d'exploitation des capitalisations Roppa et Pafao à Ouagadougou

Les priorités du prochain quinquennal du Roppa s'articulent autour de 5 thèmes : l'organisation des filières tout au long de la chaîne de valeur, les achats institutionnels, le consommateur local, l'agroécologie et l'accompagnement des exploitations familiales. Ils vont influencer l'orientation de la capitalisation, les lignes directrices et les critères de sélection des projets du programme Pafao 2017.

#### LE PROGRAMME PAFAO EN QUELQUES CHIFFRES

Créé en 2009 par la Fondation de France et le CFSI, le programme Pafao **renforce la capacité de l'agriculture familiale à nourrir les villes et les zones rurales**. Cette agriculture a démontré son potentiel en termes de production d'alimentation, d'emploi, de durabilité écologique et de conservation et valorisation des ressources naturelles.

Elle constitue une solution au problème de la faim qui concerne plus de 795 millions de personnes dans le monde.

**Le programme identifie les innovations locales et paysannes** qui connectent l'agriculture familiale aux marchés. **Il capitalise leurs résultats et soutient leur changement d'échelle.**

Il s'appuie sur des organisations ouest-africaines en partenariat avec des organisations françaises ou européennes, mais aussi sur des réseaux régionaux de producteurs et des organisations faitières afin de profiter des synergies entre territoires, de la capitalisation des expériences et de s'articuler avec les plaidoyers politiques.

#### DEPUIS SA CRÉATION, PAFAO C'EST :

- 190 projets dans 15 pays
- 150 000 producteurs et 16 000 transformateurs accompagnés, dont 40 % sont des femmes
- 2,5 millions de consommateurs concernés
- un travail en collaboration avec 120 organisations ouest-africaines et 60 organisations européennes
- des liens forts et structurels avec le principal réseau paysan d'Afrique de l'Ouest, le Roppa
- En 2016, 93 projets Pafao étaient en cours. 31 d'entre eux se sont terminés à la fin de l'année.

## Campagne ALIMENTERRE

*En 2016, 65 000 citoyens sont informés sur les enjeux alimentaires et agricoles. Alors que le système alimentaire mondialisé montre ses limites, l'accès à une alimentation de qualité est un enjeu partagé.*

### Les temps forts de la campagne

**DU 15 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE**

#### Le Festival ALIMENTERRE

Le CFSI a mis à l'honneur les « Solutions pour nourrir la planète ». Les citoyens ont pu s'informer sur les thèmes suivants : semences, foncier, changement climatique, savoir des peuples, droits des travailleurs agricoles, agroécologie, consommer local.

Trois témoins internationaux ont sillonné la France pour parler de la situation alimentaire dans leur pays et présenter des solutions : Kien Dang du Vietnam, Oumy Seck du Sénégal, Aubin Waibena du Togo.

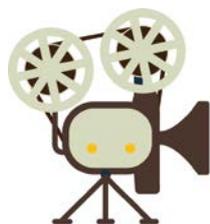
#### LE FESTIVAL ALIMENTERRE EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2000, le CFSI a pour objectif **la sensibilisation des citoyens sur les enjeux alimentaires mondiaux**. Il anime le Festival, le Prix et le réseau ALIMENTERRE en partenariat avec des acteurs du monde agricole et de la solidarité internationale.

DEPUIS LE DÉBUT DU FESTIVAL EN 2007 :

- 355 500 personnes ont été sensibilisées
- 6 650 projections-débats ont été organisées

#### Le Bilan 2016 du Festival



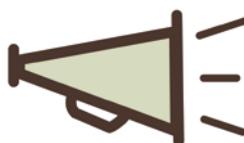
**1 400**

PROJECTIONS-DÉBATS



**65 000**

SPECTATEURS



**1 000**

INTERVENANTS



**13 pays**

ET 600 COMMUNES EN FRANCE

**8 documentaires**

**47 % jeunes**  
**53 % adultes**

**900 heures de débat**

**Belgique, Bénin, Burkina Faso, Canada, Congo, Côte d'Ivoire, France, Madagascar, Maroc, Sénégal, Togo, Union des Comores**

## MAI 2016

### Remise du Prix ALIMENTERRE

Organisé en partenariat avec la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la forêt, le Prix ALIMENTERRE donne la parole aux jeunes entre 14 et 25 ans. Pour sa troisième édition, il a rassemblé près de 200 jeunes qui ont présenté 26 courts-métrages autour du thème « *Climat, agriculture et alimentation* » avec l'aide d'une vingtaine d'enseignants et intervenants. Les lauréats ont pu recevoir leur prix des mains de Jean Jouzel, Prix Nobel de la Paix, membre du GIEC et présenter leurs travaux lors du dernier salon de l'agriculture.

### Le réseau ALIMENTERRE, 900 acteurs engagés

Le CFSI anime le réseau ALIMENTERRE qui s'est consolidé cette année autour d'une vision, de messages et d'objectifs communs. Il regroupe près de 900 acteurs de l'éducation formelle et non formelle, du monde agricole et alimentaire, de la solidarité internationale, des associations étudiantes et collectivités territoriales qui organisent le Festival chaque année. En partenariat avec Supagro Florac, le CFSI a proposé une formation aux pôles ALIMENTERRE et aux professeurs de l'enseignement agricole pour renforcer leurs méthodes de sensibilisation.

### Évaluation des effets de la sensibilisation sur le public

Avec l'accompagnement du cabinet (Im)Prove, le CFSI a réalisé une évaluation des effets du Festival ALIMENTERRE sur la sensibilisation du public et les organisateurs. Près de 90 % du public jugent avoir acquis des connaissances sur les enjeux agricoles mondiaux et 80 % affirment avoir pris conscience de l'impact de leurs actions sur ces enjeux mondiaux notamment grâce à leur participation. De leur côté, les organisateurs estiment avoir renforcé leurs connaissances des thématiques, amélioré leurs techniques de sensibilisation et noué de nouveaux partenariats.

#### RÉALISATEURS EN HERBE ET ORGANISATEURS DU FESTIVAL ALIMENTERRE EN BRETAGNE

Des élèves du lycée Kernilien-Guingamp ont réalisé le film *Draw my future* qui aborde les conséquences du changement climatique sur l'agriculture en Bretagne. Arrivé deuxième lors du Prix ALIMENTERRE, le film a été présenté lors du Salon international des Productions Animales à Rennes et du Salon de l'Agriculture à Paris. « Ce projet pluridisciplinaire nous a permis de travailler en groupe, de développer des capacités rédactionnelles, d'exercer notre esprit de synthèse et d'être créatif ». A la rentrée 2016, les jeunes ont organisé le Festival ALIMENTERRE à Kernilien en invitant des experts de renom comme Marc Dufumier.



## Centre de ressources alimenterre.org

*Le site s'est enrichi en 2016 de 95 nouvelles ressources. L'animation du site repose également sur l'agenda (62 évènements) et les actualités (14 brèves).*

### Une audience constante et diversifiée

Le site ressources ALIMENTERRE existe depuis 5 ans. Pour la première fois, son audience est restée constante d'une année sur l'autre avec 100 000 visites annuelles.

### Profil des visiteurs

Le site s'adresse à la fois aux professionnels (sensibilisation et projets de terrain) et au grand public. En 2016, il a été visité plutôt par des jeunes (52 % des visiteurs ont moins de 35 ans, 72 % moins de 45 ans), un peu plus par les femmes (57 % des visites) et majoritairement en Europe (69 %) et en Afrique (22 %).

Le **réseau de sensibilisation ALIMENTERRE** se dit satisfait à 84 % de l'outil centre de ressources<sup>2</sup>.

Pour les **porteurs de projets** du renforcement de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest, le site est devenu au fil des années une référence sur les questions d'accès au marché pour les produits de l'agriculture familiale.

### Les thèmes qui intéressent les internautes

En 2016, les deux rubriques les plus visitées concernent les deux cibles professionnelles puisqu'il s'agit de la banque de films (pour les animateurs de projection débat) et de l'espace « Nourrir les villes par l'agriculture familiale durable » (pour les porteurs de projets en Afrique de l'Ouest).

LES 5 RESSOURCES LES PLUS CONSULTÉES EN 2016					
Thématique	Gaspillage alimentaire	Performances du maraîchage biologique et de la permaculture	Consommer des produits alimentaires locaux, comment et pourquoi ?	La Chine investit dans la filière lait en Bretagne	Le libre-échange ne nourrira pas le monde
Nombre de vues	5 500	2 200	2 000	1 800	1 500

### Zoom sur le centre de ressources

*DEPUIS 2011, LE CENTRE DE RESSOURCES S'EST DONNÉ TROIS MISSIONS :*

- faire connaître les 3 volets des activités agriculture et alimentation : éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, plaidoyer et soutien à des projets de renforcement de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest ;
- regrouper les acteurs et partenaires de la campagne ALIMENTERRE et du programme Pafao autour d'un outil commun d'échange de connaissances et d'expériences sur les questions d'agriculture et alimentation ;
- élargir l'audience de la campagne.

<sup>2</sup> Etude d'évaluation des effets de la sensibilisation sur le public ALIMENTERRE, décembre 2016 voir p.19

## Plaidoyer : pour des politiques cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale

### S'opposer aux Accords de partenariat économique

*En 2016 : (demi)succès de la lutte contre l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest.*

Pour promouvoir la cohérence des politiques françaises et européennes avec le développement de l'agriculture familiale dans les pays du Sud, le CFSI mène un plaidoyer contre les Accords de partenariat économique et pour la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

### Les faits marquants de l'année

L'APE vise à créer une zone de libre-échange entre la région la plus riche du monde (l'Union européenne) et une des plus pauvres (l'Afrique de l'Ouest). Cet accord menace les protections douanières et favorise les importations européennes au détriment du développement de l'Afrique de l'Ouest.

### Le CFSI renforce la mobilisation de la société civile française contre l'APE avec l'Afrique de l'Ouest

Le CFSI coordonne le collectif français contre l'APE. Avec ActionAid-France et SOL, il a lancé une pétition avant les vacances d'été 2016. En dépit de cette période peu propice, elle a obtenu le soutien de 40 organisations françaises – dont 7 membres du CFSI - et ouest africaines. Elle a été signée par plus de 25 000 citoyens. La pétition a été remise au secrétariat d'Etat français chargé du commerce extérieur et à des membres de la commission du commerce international du Parlement européen.

### L'Union européenne doit à nouveau réviser ses projets à la baisse

Initialement, l'APE devait inclure la libéralisation des services, des marchés publics etc. En 2014, l'Union européenne avait déjà dû se limiter au seul commerce des marchandises. En 2016, l'UE voulait un accord régional avec l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. La mobilisation de la société civile et, en Afrique de l'Ouest, d'une partie du secteur privé, a permis de faire échouer, pour l'instant, ce projet. L'UE est cependant parvenue à conclure deux APE avec deux pays de la région (Côte d'Ivoire et Ghana).

### *LAIT EN POUVRE: LE CFSI DÉVELOPPE UN PARTENARIAT AVEC TROIS ORGANISATIONS PAYSANNES OUEST-AFRICAINES*

L'Union européenne est le premier fournisseur étranger de l'Afrique de l'Ouest en lait en poudre, celui-ci étant exporté à bas prix en raison des subventions de la Politique agricole commune. L'APE interdirait toute protection douanière face aux importations de lait venant de l'UE. Le CFSI a obtenu en 2016 un cofinancement pour réaliser une étude de l'impact des importations sur la production laitière locale afin de renforcer les argumentaires de plaidoyer de la société civile. Cette étude sera lancée en 2017 avec la participation de 3 organisations paysannes ouest-africaines (ROPPA, APSS, RBM) et de 3 membres du CFSI (GRET, chargé de l'étude, ISF<sup>3</sup> et ESF<sup>4</sup>).

<sup>3</sup> Ingénieurs sans frontières

<sup>4</sup> Elevages sans frontières

## Soutenir la reconnaissance par les Nations Unies des droits des paysans

### *2016 a marqué une montée en puissance du plaidoyer du CFSI en faveur de la Déclaration sur les droits des paysans.*

Face aux multiples violations des droits humains auxquels sont confrontés les paysans, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'élaborer la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

### Les faits marquants de l'année

#### **Le CFSI favorise la mobilisation de la société civile française**

Le CFSI coordonne avec la Confédération paysanne, un collectif qui agit auprès du Gouvernement français pour qu'il soutienne la Déclaration<sup>5</sup>. En 2014, il a largement contribué à l'évolution de la position française, qui est passée de l'opposition à l'abstention lors du vote renouvelant le mandat du groupe de travail chargé de rédiger la Déclaration.

Pour renforcer la mobilisation, le CFSI a organisé une formation avec la Confédération paysanne, en mai 2016, à laquelle ont participé une trentaine de responsables associatifs et paysans. En novembre 2016, le CFSI a organisé un atelier autour des expériences de deux de ses membres et de leurs partenaires latino-américains sur l'accès aux semences et à la terre au Salvador (SPF) et la protection de la santé et la sécurité des travailleurs dans les bananeraies en Amérique latine et en Guadeloupe (CGT).

#### **Le CFSI intervient au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies**

En mai 2016, le CFSI a participé à la session du groupe de travail chargé d'élaborer la Déclaration. Il a participé à la définition de la stratégie de la société civile et est intervenu dans les débats. Il a rencontré le responsable du pôle « droits de l'homme » de la représentation française auprès des Nations Unies.

#### *POUR LA RECONNAISSANCE DU DROIT DES PAYSANS AUX SEMENCES*

Le CFSI, avec la participation du CCFD et d'AVSF, a coordonné la réflexion de Coordination Sud sur le droit des paysans aux semences. Le CFSI a organisé un atelier en octobre 2016, qui a réuni près de 70 participants représentant des organisations de la société civile française, africaine, asiatique et latino-américaine, des chercheurs ainsi que les pouvoirs publics et l'industrie semencière. Cet atelier a contribué à la rédaction, par le CFSI, d'un document qui sera publié en 2017.

### Zoom sur la cohérence des politiques pour le développement

Depuis 2004, le CFSI cherche à influencer les politiques publiques afin qu'elles soient plus cohérentes. Il s'agit d'éviter que la France et l'Union européenne reprennent d'une main (politique commerciale, agricole...) ce qu'elles donnent de l'autre (politique de développement). Le CFSI a joué un rôle important dans l'engagement de la France en faveur de la cohérence des politiques (article 3 de la loi sur la politique de développement, en 2014) ou dans la création du poste de rapporteur sur la cohérence des politiques au Parlement européen. Il anime la Commission « cohérence des politiques pour le développement » de Coordination Sud depuis sa création en 2016.

<sup>5</sup> Pour en savoir plus : <http://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/23-Note-C2A-n23-Droits-des-Paysans1.pdf>



Assemblée plénière de Jussour, Alger mai 2016 © Yves le Bars

## ////////////////////// Coopérer autrement ////////////////////////

La faiblesse et l'isolement d'une société civile constituent un lourd handicap pour progresser dans le changement, le développement et la démocratie. Le CFSI s'est engagé à relever le défi **d'accompagner des sociétés civiles à se structurer**. Cet engagement se concrétise dans deux pays ayant connu de longues guerres civiles : l'Algérie et la République du Congo.

Le CFSI s'attelle, avec ses membres, **à renouveler les façons de coopérer et tisser des liens de solidarité**, pour encourager un apprentissage mutuel sur les effets du dialogue entre acteurs publics, économiques et la société civile.

Trois principes organisent cette démarche :

- s'inscrire dans une **approche pluriacteurs** associant organisations de la société civile, pouvoirs publics et secteur marchand ;
- soutenir des coopérations mutuelles et des **solidarités de territoire à territoire** ;
- privilégier le **temps long** de la concertation.

## Coopérer autrement en acteurs de changement

*En novembre 2016, le CFSI a organisé un séminaire international intitulé « Coopérer sur des enjeux partagés : une alternative à l'aide ? ». Ce moment d'échanges a réuni des partenaires internationaux venus de quatre continents.*

### Les enjeux partagés au cœur de nos coopérations

Cet événement a réuni 119 participants issus des organisations de la société civile française et de l'étranger, des collectivités territoriales et des universitaires. Face aux enjeux communs relatifs à l'insertion socio-économique des jeunes, à la défense et à la promotion des droits des travailleurs, des femmes, aux défis énergétiques et climatiques, ou encore aux migrations, ils ont interrogé collectivement leurs pratiques de coopération de territoires à territoires.

#### *CINQ IDÉES FORTES POUR BIEN COOPÉRER SUR DES ENJEUX PARTAGÉS ENTRE TERRITOIRES*

- définir des objectifs et un référentiel communs
- développer des complémentarités entre acteurs
- construire une relation horizontale
- coordonner les différentes temporalités
- dépasser les différences contextuelles

### Temps collectifs : apprendre ensemble des expériences des autres et se fixer des objectifs communs

L'innovation, clé de voute des 9 opérations pilotes soutenues dans le cadre de ce Programme, est concrètement opérationnalisée sur quatre continents : Afrique, Europe, Amérique Latine et Asie.

Ces expérimentations permettent - entre autres - de créer des relations de coopération horizontales entre le Nord et le Sud et ainsi, de rééquilibrer les modalités de coopération entre partenaires. La logique de « projet » cède le pas à celle de « territoire » et de coresponsabilité des actions engagées. En changeant leurs postures et leurs pratiques, les membres du CFSI et leurs partenaires apportent des réponses adaptées à chaque contexte d'intervention.

Au-delà des organisations de la société civile et des représentants des pouvoirs publics, les espaces de concertation pluri-acteurs accueillent désormais des acteurs économiques dont ceux issus de l'économie sociale et solidaire, à l'échelle locale, nationale et internationale.

Désormais, l'enjeu pour le CFSI est de valoriser ces expériences innovantes auprès de ses membres et au-delà, pour qu'elles puissent irriguer les pratiques et réflexions des acteurs engagés dans la solidarité en France et à l'international.

## Zoom sur le programme Coopérer autrement en acteurs de changement

Lancé en 2014, le programme ambitionne de renforcer le CFSI en tant que plateforme qui entend s'adapter constamment aux évolutions contextuelles.

**Il s'adresse aux membres du CFSI** et vise à contribuer à la lutte contre les inégalités sociales et à la défense des droits humains grâce à de nouveaux modes de coopération. Ces derniers se basent sur le développement de **partenariats pluri-acteurs** et sur des **actions entre territoires ici et là-bas à partir d'enjeux globaux**. En effet, bien que les contextes soient très différents, citoyens du monde, nous faisons tous face à des problématiques universelles qu'elles relèvent par exemple du champ environnemental, de la sphère commerciale ou de l'insertion économique et sociale. La mondialisation rend nos territoires interdépendants.

Depuis 2015, le programme soutient **9 opérations pilotes de 24 à 36 mois** et anime des rencontres entre ses membres pour avancer dans les pratiques de coopération.

## Programme Concerté Pluri Acteurs Joussour (Algérie) : résolument tournés vers l'avenir

*En 2016, les membres de Joussour ont collectivement dressé le bilan des trois dernières années. Fort de ces enseignements, ils ont ensuite dessiné le futur du Programme pour les trois années à venir.*

### Les faits marquants de l'année

#### Une dimension pluri acteurs élargie à la Recherche

L'alliance recherchée avec le monde de la Recherche dont l'Université d'automne de Joussour organisée en novembre 2015 avait constitué le premier pas se concrétise. Quatre universités (deux algériennes et deux françaises) ont adhéré à Joussour en mai 2016. Ces partenariats entre acteurs associatifs et chercheurs permettront aux actions en faveur des plus fragiles de gagner en efficacité et en pertinence. Au-delà, l'expertise des acteurs de Joussour sera valorisée et alimentera les travaux académiques sur les deux rives de la Méditerranée.

#### Des axes stratégiques renouvelés

Les 133 membres de Joussour réunis en Assemblée plénière en mai 2016 ont validé les orientations stratégiques issues de 10 réunions de concertation entre février et mars 2016. Elles ont permis aux membres de croiser leurs regards, de débattre des acquis du Programme et d'émettre leurs recommandations. Le CFSI a consolidé ces éléments qu'il a ensuite proposé à l'Agence Française de Développement (AFD). Sur cette base, l'AFD a renouvelé son soutien à Joussour jusqu'en 2019, rejointe par la Délégation de l'Union européenne à Alger et par la Fondation RATP.

## Un dialogue pluri acteurs étendu aux acteurs économiques

Dans le cadre de la réflexion engagée sur les modèles économiques des associations algériennes et de celui de Jousour en tant que Programme, une étude visant à faire « Un état des lieux de la responsabilité sociétale des entreprises et de leurs soutiens aux acteurs associatifs » a été menée en 2016. A l'occasion de sa restitution, une table ronde a été organisée à Alger en septembre 2016. Les acteurs associatifs ont valorisé leur démarche et l'utilité sociale de leurs actions et les entreprises ont témoigné de leurs postures et soutiens. Cette journée a rassemblé 74 personnes représentant 15 entreprises algériennes et françaises, 26 acteurs associatifs de Jousour, 10 représentants institutionnels et des pouvoirs publics et des médias.

### *INITIATIVE PORTÉE PAR L'ÉTOILE CULTURELLE D'AKBOU EN PARTENARIAT AVEC CITÉS UNIES FRANCE ET L'ASSOCIATION TUDERT.*

*Projet soutenu dans le cadre du fonds de mise en réseau et d'animation thématique.*

Ce projet a rassemblé 160 personnes issues de 7 pays du bassin méditerranéen pour débattre, à Béjaïa, de « L'action locale pour et avec les jeunes ». Parrainée par le Wali de Béjaïa, cette rencontre a réuni 127 représentants associatifs des deux rives, 33 élus représentants d'institutions et chercheurs. Les acteurs associatifs algériens étaient issus de 27 Wilayas et les représentants des collectivités locales françaises de 13 villes et départements différents.

## LE PCPA JOUSSOUR EN QUELQUES CHIFFRES

### **Jousour rassemble 133 organisations algériennes et françaises engagées pour l'enfance et avec la jeunesse.**

Son rôle est de renforcer les bases sociales, les capacités organisationnelles, l'assise financière, les gouvernances et les partenariats à l'échelle locale et internationale d'associations de jeunes et d'associations plus expérimentées.

### DE 2008 À AUJOURD'HUI, JOUSSOUR C'EST :

- 147 projets d'associations soutenus dont 46 entre 2013 et 2016
- Au profit de : 316 000 bénéficiaires dont 153 000 entre 2013 et 2016  
Parmi eux :
- 24 % étaient des enfants âgés de 0 à 12 ans
- 40 % des jeunes âgés de 13 à 25 ans et 36 % étaient des familles et des adultes
- 49 % étaient des femmes et 51 % des hommes.

## Programme Concerté Pluri Acteurs Congo : de la confiance vers l'action collective

*Depuis 2015, les associations membres du PCPA, des associations de quartiers, les habitants, les élus ont dialogué sur les besoins de leurs territoires. Ceci a conduit en 2016 à la mise en place d'actions collectives. Au total 26 projets collectifs sur un total de 27 ont abouti. Ils visent à promouvoir les droits et à réduire les inégalités.*

### Les faits marquants de l'année

#### Un rapprochement d'acteurs qui renforce la transparence

La concertation entre les collectivités territoriales, les populations et les organisations de la société civile a initié la confiance entre les acteurs. Le passage à l'action commune en 2016 est une seconde étape pour nourrir une dynamique de développement inclusive. En effet, la gestion des fonds et les choix opérationnels pour la réalisation de projets collectifs sont parfois délicats mais jusqu'ici positifs.

De nouvelles pratiques sont testées afin de faire vivre la démocratie, la transparence et l'intérêt général dans les projets. Elles seront capitalisées dans 11 territoires afin de nourrir d'autres expériences dans le pays.

#### L'inclusion sociale : une priorité des ONG congolaises

10 ONG sont engagées dans 5 projets portant sur l'accès aux droits des femmes. L'isolement familial qui touche par exemple les filles-mères ou les veuves, est souvent synonyme de marginalisation sociale et de discrimination. Les associations les protègent et les accompagnent. AZUR DEV et le CJID ont par exemple lancé un numéro vert d'urgence pour elles.

L'insertion socio-économique des jeunes est aussi un défi pour la société congolaise : 45 % de la population sont âgés de moins de 15 ans et le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans est le double du taux national. En 2016, 9 projets contribuent à la formation des citoyens de demain !

Les premiers fruits de la structuration de la société civile congolaise : l'exemple de la **création de la plateforme congolaise sur la dette et le développement**. L'Assemblée générale s'est tenue en décembre 2016 avec la participation de 27 organisations de la société civile (associations, ONG et syndicats). Ensemble, elles entendent mettre en place un dispositif de suivi citoyen de la dette afin de mieux « contrôler » le budget national. Leur devise : « C'est un devoir citoyen que de connaître, comprendre et agir pour le bien-être de tous » !

## LE PCPA CONGO EN QUELQUES CHIFFRES

Lancé en 2008, le Programme concerté pluri-acteurs réunit **120 acteurs congolais et français** (organisations de la société civile, collectivités territoriales et ministères)

Il souhaite **renforcer la société civile congolaise dans sa participation aux politiques publiques et la lutte contre les inégalités.**

La société civile pilote ce programme au sein d'une gouvernance collégiale ouverte aux pouvoirs publics.

- De 2008 à 2013, **97** associations se sont mobilisées en concertation avec **72** pouvoirs publics autour de **43** projets collectifs qui ont touché **210 340** personnes.
- Les appels à projets lancés en 2015 ont eu pour objectif de renforcer les partenariats entre la société civile et les pouvoirs publics pour plus d'efficacité auprès des populations et de pérennisation des résultats.
- En 2016, **26** projets portés par **38** organisations de la société civile et **9** pouvoirs publics sont en cours.

# RAPPORT FINANCIER

## Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation<sup>6</sup>. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence Française de Développement (AFD). Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (ex agriculture et alimentation), des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionne les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 5 personnes élues en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. En 2016, un cabinet d'audit a contrôlé les comptes du Programme Agriculture et Alimentation pour la clôture de la phase 2013-2016 de ce programme, co-financé par l'AFD. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Avec l'appui d'un réseau d'associations, elle organise la campagne **ALIMENTERRE** pour sensibiliser les consommateurs et les décideurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires.

## Les emplois et les ressources de l'exercice 2016

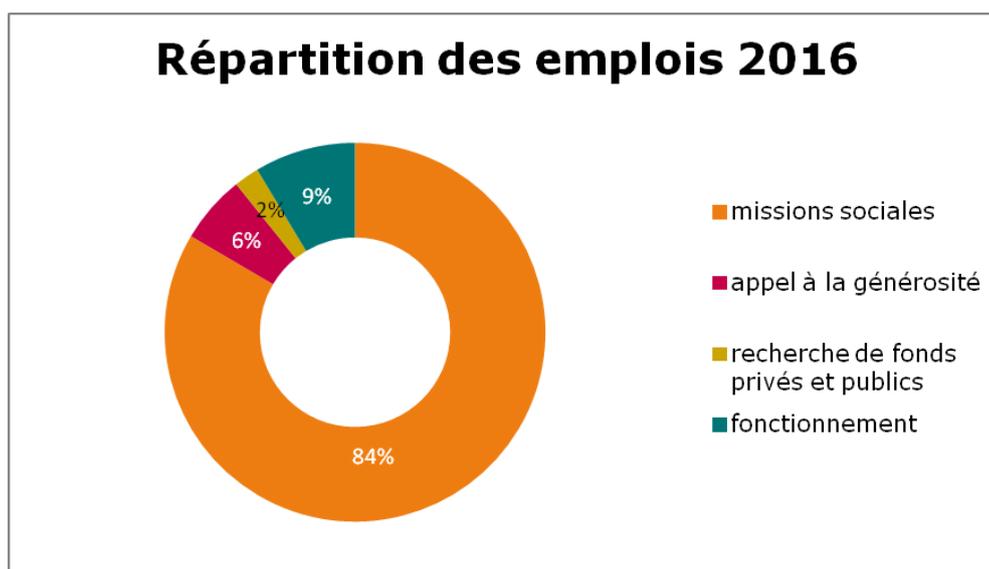
EMPLOIS EN EUROS	Emplois 2016	en %	Affectation générosité 2016	en %
Agriculture et alimentation	710 134		201 387	
Société civile et participation	1 809 828		94 982	
<b>Total des missions sociales</b>	<b>2 519 962</b>	<b>83%</b>	<b>296 369</b>	<b>56%</b>
Appel à la générosité	175 103	6%	175 103	33%
Recherche de fonds privés et publics	64 447	2%		
Fonctionnement	259 005	9%	54 941	10%
<b>Total emplois exercice</b>	<b>3 018 517</b>	<b>100%</b>	<b>526 413</b>	
Engagement à réaliser sur ressources affectées	1 637 279			
Excédent des ressources de l'exercice	2 837			
<b>TOTAL GENERAL DES EMPLOIS</b>	<b>4 658 633</b>		<b>526 413</b>	<b>100%</b>

Les emplois de l'exercice concernent :

- les missions sociales définies par le conseil de direction en 2010 : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles incluent les frais de mise en œuvre et de suivi des différentes actions menées et représentent 83 % des emplois ;
- les frais d'appel à la générosité du public (6 %), c'est-à-dire les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;

<sup>6</sup> La mission sociale « Agriculture et alimentation » correspond aux activités qui visent à « Nourrir le monde » – la mission sociale « Société civile et participation » aux activités qui visent à « Coopérer autrement ».

- le temps de travail dédié à la recherche de fonds privés et publics (2 %) pour établir des dossiers de demandes de financement et des comptes rendus techniques et financiers ;
- le fonctionnement (9 %) qui inclut la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;
- les engagements à réaliser sur les ressources affectées reflètent les engagements du CFSI sur la durée. En fin d'année, les fonds affectés à des actions pluriannuelles mais non encore utilisés sont comptabilisés en engagements. Ils seront utilisés l'année suivante pour poursuivre les projets.



RESSOURCES EN EUROS	Ressources 2016	en %	Suivi des fonds issus de la générosité du public
<b>Report des ressources collectées auprès du public non utilisées en 2015</b>			115 062
Dons	505 372	16%	505 372
Legs	26 780	1%	26 780
Subventions privées	242 001	8%	
Autres produits	302 242	10%	
<b>Sous total fonds privés</b>	<b>1 076 395</b>	<b>35%</b>	
Subventions publiques	1 988 049	65%	
<b>Sous total fonds publics</b>	<b>1 988 049</b>	<b>65%</b>	
<b>Total ressources exercice</b>	<b>3 064 444</b>	<b>100%</b>	
Report des ressources non utilisées	1 594 189		
Variation des fonds dédiés collectés auprès du public			- 4 138
<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES</b>	<b>4 658 633</b>		<b>528 014</b>
Total des emplois financés par la générosité			526 413
<b>Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice</b>			116 664

Les ressources de l'exercice proviennent des fonds privés (35 % des ressources) et des fonds publics (65 %).

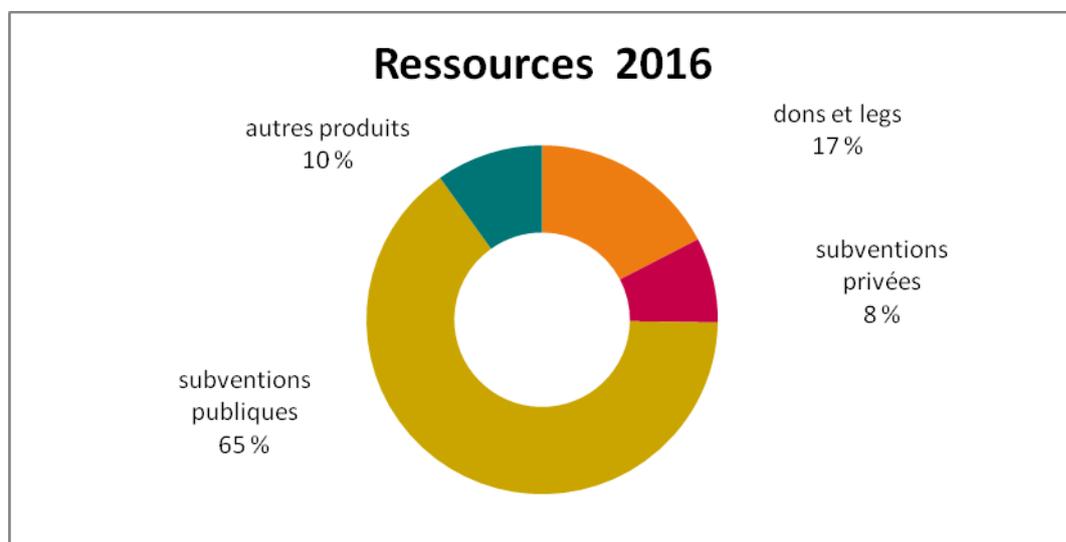
Les fonds privés comprennent :

- des dons dont 48 % proviennent des dons réguliers par prélèvement et des assurances vie / legs ;
- des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France et de fondations sous égide ;
- les autres produits qui incluent les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes et les produits financiers.

Les fonds publics proviennent de l'Agence Française de Développement. Ils financent les activités menées dans le cadre des missions sociales. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement (pourcentage fixé par les bailleurs).

### L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

En 2016, le CFSI a utilisé 526 413 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant est légèrement inférieur au montant collecté durant l'année (532 152 €). Le CFSI a affecté 296 369 € aux missions sociales, par ordre d'importance aux actions de soutien à l'agriculture familiale puis aux actions liées au programme société civile et participation. 175 103 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs. Le solde, soit 54 941 €, est imputé aux dépenses de fonctionnement.



## Le bilan du CFSI

ACTIF EN EUROS	31/12/2016	31/12/2015	PASSIF EN EUROS	31/12/2016	31/12/2015
Actif immobilisé	28 551	24 704	Réserves	414 764	411 927
Créances (dont produits à recevoir)	5 354 553	3 271 187	Prov. pour risques	2 645	5 645
			Fonds dédiés	2 471 997	2 428 907
Trésorerie	1 610 020	2 147 207	Dettes	2 454 030	2 713 070
Charges constatées avance	1 852 299	1 753 989	Produits constatés avance	3 501 987	1 637 447
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>8 845 423</b>	<b>7 196 996</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>8 845 423</b>	<b>7 196 996</b>

Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. L'augmentation du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit ses missions dans la durée avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance. En 2016, le CFSI a démarré deux programmes triennaux. La deuxième phase du programme Agriculture et Alimentation, en avril 2016 et la troisième phase du PCPA Jousour qui a débuté en décembre 2016. La subvention attachée à ce programme est déjà inscrite, alors que le versement de la 1<sup>ère</sup> tranche ne sera reçu qu'après validation par l'AFD du compte rendu final intégrant l'audit. Ceci explique le montant important des créances et le niveau plus faible que l'an passé de la trésorerie au 31/12/2016.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotation aux engagements) correspondent à 1,6 mois d'activités. Ce ratio est légèrement supérieur à celui de 2015 du fait de la diminution du volume des emplois de l'exercice mais reste toujours insuffisant pour assurer la pérennité des actions du CFSI.

**Certification des comptes** : les comptes de l'exercice 2016 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par M. Christophe Beth, commissaire aux comptes du CFSI.

**Publication des comptes** : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.

**Agrément** : le 11 février 2016, le Comité de la Charte du don en confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Comité de la Charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis plus de 25 ans, le Comité a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte et le Comité en contrôle l'application. Pour en savoir plus : [www.comitecharte.org](http://www.comitecharte.org).

# ANNEXES

## Liste des projets sélectionnés en 2016

### Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

PAYS ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
<b>Financement Fondation de France</b>					
Bénin	URP-AL	ICRA	Accès aux produits maraichers de qualité des consommateurs du sud-Bénin	49 988 €	36
Burkina Faso	FERT	APME2A	Valorisation du niébé par l'union des producteurs de niébé de Pissila (UDPN)	50 000 €	36
Mauritanie	GRET	SONINKARA	Structuration des filières maraîchères dans le Guidimakha	50 000 €	36
Niger	IRAM	KARKARA	Nariindu 2 : consolider les acquis, changer d'échelle	50 000 €	36
Bénin	URP-MC	JED	Promotion de l'aviculture familiale améliorée dans le Mono-Couffo (Pafa)	49 500 €	36
Bénin	PNOPPA	DD	Amélioration de la compétitivité de deux produits locaux (wagashi et ananas pain de sucre)	49 595 €	36
Mali	GRDR	UNMFR-M	Panier paysan	50 000 €	36
Togo	ETD	RÉSOLIS	Repérage d'initiatives alimentaires responsables et durables (Riard)	50 000 €	36
Togo	ESF	Oadel	Mise en place d'une stratégie de changement d'échelle pour le Consommer local et le positionnement des produits locaux sur les marchés urbains	19 971 €	24
<b>TOTAL</b>				<b>419 054 €</b>	
<b>Financement CFSI et Agence Française de Développement</b>					
Sénégal	ENDA PRONAT	ENDA EUROPE	Amélioration de la conservation et développement des marchés ASD	49 897 €	35,5
Togo	AJFD	OREPSA	Réhabilitation de l'huilerie artisanale de Pana Bagou au nord du Togo	29 674 €	24
Togo	FNMFRT	UNMFREO	Une filière oignon plus compétitive, facteur de développement local	29 705 €	24
Mali	UNMFR-M	UNMFREO	Structurer et renforcer une filière avicole	42 263 €	33
Burkina Faso	AT	BAOBAB	Transformation de produits agricoles et forestiers pour le marché urbain	49 745 €	32
Togo	ESF	ESFT-GRAPHE	Création d'un circuit court de commercialisation d'un produit de terroir de qualité	48 000 €	32
Togo	AFL-GD	OADEL	Promotion et accès aux produits issus de l'agriculture familiale au Togo	30 000 €	24
Mali	ICD	CIDR	Nourrir les villes par l'élevage des espèces à cycle court (Novéc)	50 000 €	36
Sénégal	FARSEN	RÉSOLIS	Systèmes alimentaires territorialisés et autosuffisance alimentaire au Sénégal	50 000 €	36
Guinée	CAG44	FOP-BG	Appui à la production et commercialisation agricole par le biais de la transformation des produits locaux dans la préfecture de Boké	15 000 €	12
Togo	ETD	CIDR	Stratégie de changement d'échelle de la démarche Esop au Togo	20 000 €	20
Burkina Faso	Aprossa	-	Stratégie de changement d'échelle de la filière fonio	29 918 €	21
<b>TOTAL</b>				<b>444 202 €</b>	

**ALIMENTERRE**

<b>ORGANISATION</b>	<b>Territoire</b>	<b>Montant</b>
<b>Financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation Daniel et Nina Carasso</b>		
E'changeons le Monde	Hautes-Alpes	900
Horizons solidaires	Basse-Normandie	2 300
Bourgogne Coopération	Bourgogne	900
Réseau Citoyenneté Développement	Franche Comté	2 300
Collectif Régional des Organisations de Solidarité Internationale de Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées	Midi-Pyrénées	2 300
Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale	Aquitaine	2 300
Lafi Bala	Languedoc-Roussillon	2 500
Fédération Artisans du Monde	Rhône-Alpes	2 700
Centraider	Centre Val de Loire	2 500
Coopération Atlantique Guinée 44	Pays de la Loire	2 200
Association Champenoise de Coopération Inter Régionale	Champagne-Ardenne	1 500
Réseau MultiCooLor	Lorraine	1 300
Centre de Réflexion, d'Information et de Solidarité avec Les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine	Morbihan	800
Cap Solidarités	Hauts de France	2 500
Agriculture, Nutrition, Interculturel, Solidarité	Auvergne	2 300
KuriOz	Poitou-Charentes	2 500
Maison des Droits de l'Homme	Limousin	1 400
Starting-Block	Ile de France	1 200
Terra Habilis Océan Indien	La Réunion / Ile Maurice / Madagascar / Comores	800
Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Fontaines	Bénin	2 000
Fédération Artisans du Monde	Sénégal	1 100
Réseau Citoyenneté Développement	Togo	1 700
<b>TOTAL ALIMENTERRE</b>		<b>40 000</b>

## CONGO

INTITULE DU PROJET	porteur nom complet	Subv euros	Durée
<b>Financement CFSI et Agence Française de Développement</b>			
Organisation et structuration des producteurs de cacao de la Sangha	Univers des défenseurs des Ecosystèmes de Miélé-Kouka	20 267	14
Amélioration des conditions de travail des élèves et enseignants de l'école de kinguémbé. Arrondissement 2 .Commune de Dolisie	Cercle pour la Renaissance de Dolisie	21 000	10
Amélioration des conditions de travail des Enseignants et d'apprentissage des élèves du collège de Pierre LOUNTHALA	Association Nationale des Amis de la Terre	21 342	7
Construction de deux passerelles dans la rue Moussana et la rue Kikouimba	Organisation de la Jeunesse pour l'Education Socio-Culturelle	20 994	12
Projet de dotation des tables bancs dans 13 écoles primaires de l'arrondissement 1 Lumumba de Pointe-Noire	Cercle d'Action pour la promotion du Bien Etre Social	21 000	10
Construction de deux passerelles à piéton sur les ruisseaux : (i) Tsié-Mbemba « Madibou » ; (ii) et sur Makouiki « quartier Moussosso »	Actions des Tâcherons pour le Développement Urbain et Rural	8 705	13
Projet d'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves de l'école NDOULOU NGOUALA ex 5 février	Association Routes Agriculteurs et Eleveurs du Congo	20 834	9
Projet d'amélioration des conditions de sécurité de l'école 31 juillet 1968 de Mouyondzi	Association des Filles Mères Désœuvrées de Mouyondzi	21 000	10
Construction du Centre d'Education Préscolaire du quartier Angounou	Association pour l'Intégration au Développement Durable	21 000	12
Initiatives concertées pour la Promotion de la Formation qualifiante et l'Emploi des Jeunes	Association des Jeunes pour l'Innovation au Développement	14 910	10
Evaluation du financement de l'agriculture Congolaise : cas du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales dans deux départements : Brazzaville et la Bouenza.	Concertation Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles du Congo	14 812	13
Accompagnement à la structuration opérationnelle et organisationnelle des fournisseurs de formation de la commune de Dolisie	Association pour l'Assistance et le Développement des Jeunes Filles Mères	11 169	13
Projet d'aménagement des sources d'eau potable dans les quartiers défavorisés de BZ, en particulier dans l'arrondissement 8 Madibou	Congolaise Terre des Hommes Association	14 916	12
Etat des lieux sur le financement agricole 2012-2014 des producteurs et jeunes vulnérables dans l'arrondissement 8 Madibou et appui à leurs activités de production	Association Congolaise pour le Développement Agricole	14 950	10
Réhabilitation de la piste rurale EBOKO-ABOUA-MVOULA, remblais de deux vasières et l'installation de cinq ponts en bois dans le district de Makoua	Association Jeunesse Active de Makoua-Opa	13 874	8
Réhabilitation de la case MAKOKO	Association pour le Développement Urbain et Rural	20 954	6
Amélioration des conditions de circulation des populations du quartier 33 à Potopoto	Société Mutualiste des Elèves, Etudiants et Enseignants du Congo	20 997	6
Construction d'une passerelle à piéton sur le ruisseau LOUA reliant les quartiers Nsangamani et Kibina	Association Congolaise pour le Développement Agricole	6 318	6

Appui à la structuration d'une Plateforme d'organisation des OSC Congolaises pour le suivi de la Dette.	Fondation Niosi	14 797	11
Projet de lutte contre les MST, le VIH/SIDA en vue de contribuer au bien-être des jeunes (filles et garçons) en milieu scolaire du Lycée Victor AUGAGNEUR de Pointe-Noire.	Association Avenir Positif	14 864	12
Renforcement des capacités et autonomisation des veuves vulnérables	Association de Lutte contre la Pauvreté et pour la Protection de la Nature	13 018	12
Appui à la promotion du planning familial	Les Compagnons du Devoir et de l'Action	14 942	12
La situation des veuves confrontées au problème de succession à Brazzaville	Cercle uni des droits de l'Homme et Culture de paix	9 388	12
Etude sur l'applicabilité de la prise en charge des PVVIH par la disponibilité des médicaments et produits médicaux.	Association Congolaise pour le Bien Etre Familial	10 553	10
Améliorer les conditions de vie des filles mères en difficulté vivants seules avec leurs enfants	Cercle pour la Renaissance de Dolisie	14 462	12
Prise en charge psychologique, médicale et juridique des femmes et enfants ayant vécu la violence	AZUR Développement	14 950	9
<b>TOTAL</b>		<b>500 646</b>	

## Instances associatives

### Organisations membres (décembre 2016)

Adesaf, Association Générale des Intervenants Retraités, Agrisud International, BATIK International, Cap Solidarités, Coopération Atlantique Guinée 44, Confédération Générale du Travail, Cités Unies France, Echoppe, Electriciens sans frontières, Elevages sans frontières, ESSOR - Essor, Soutien, Formation Réalisation, Fédération Artisans du Monde, Groupe Energies Renouvelables et Environnement, GRDR migration, citoyenneté, développement, Gret, Ingénieurs Sans Frontières, Secours populaire français, UNIVERS-SEL, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation.

### Conseil de direction renouvelé par moitié en juin 2016

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Yves	LE BARS
	Christophe	ALLIOT
<b>BATIK International</b>	Pauline	MARC de la CRUZ
<b>BATIK International – suppléante</b>	Sarahi	GUTIERREZ
<b>Cap Solidarités</b>	Aït Essaghir	EL HASSAN
<b>Cap Solidarités – suppléante</b>	Faustine	WAWAK
<b>CGT</b>	Marie- Christine	NAILLOD
<b>CGT – suppléante</b>	Renata	TRETIKOVA
<b>Coopération Atlantique</b>	Pierre	DEMERLE
<b>Coopération Atlantique – suppléant</b>	Elsa	CARDINAL
<b>Cités Unies France</b>	Rose-Marie	SAINT GERMES AKAR
<b>Cités Unies France – suppléant</b>	Nicolas	WIT
<b>ESSOR</b>	Jean- Philippe	DELGRANGE
<b>Fédération Artisans du Monde</b>	Gérald	GODREUIL
<b>Fédération Artisans du Monde – suppléante</b>	Agnès	RENAULDON
<b>GRDR</b>	Olivier	LE MASSON
<b>GRET</b>	Damien	THIBAUT
<b>GRET – suppléant</b>	Rodolphe	CARLIER
<b>Ingénieurs sans Frontières</b>	Nicolas	LAURENT
<b>Secours populaire français</b>	Lysia	BEYSSELSANCE
<b>UNMFREO</b>	Valérie	K. PLOUGASTEL

### Président élu par l'Assemblée générale du 25 septembre 2012

Yves Le Bars

### Bureau élu par le conseil de direction du 27 septembre 2016

<b>Vice-président</b>	Jean-Philippe Delgrange
<b>Trésorier</b>	Christophe Alliot
<b>Secrétaire</b>	Marie-Christine Naillod
<b>Membre</b>	Rose-Marie Saint Germès Akar

### Comité d'orientation stratégique du programme «coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction 2014)

- 1 représentant du conseil de direction : Sarahi Gutierrez ;
- 3 personnes issues d'organisations membres : Gaëlle Dombu Smeets (Essor), Germain Labonne (GRDR), Marc Levy, (Gret) ;
- 2 personnes ressources Sud : Ada Bazan, Haingo Randriananyvony ;
- 2 personnes ressources Nord : Lucien Cousin, Ghislain Bregeot.

### Comités consultatifs en 2016

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

NOM	Représentant d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
<b>Cécile Broutin</b>	Oui (Gret)	2015 (2 <sup>e</sup> mandat)	Agriculture et alimentation
<b>Vital Pelon</b>	Non	2015	Agriculture et alimentation
<b>Didier Kaufmann</b>	Non	2015	Agriculture et alimentation
<b>Jean Marc Delaunay</b>	Non	2016	ALIMENTERRE
<b>Ghislain Bregeot</b>	Non	2014	Coopérer autrement
<b>Lucien Cousin</b>	Non	2014	Coopérer autrement
<b>Astrid Frey</b>	Oui (Cités Unies France)	2016	ALIMENTERRE
<b>Dominique Cécile Varnat</b>	Non	2014	Coopérer autrement
<b>Didier Kaufmann</b>	Non (membre observateur)	2014	Coopérer autrement
<b>Maryline Loquet</b>	Non	2015	ALIMENTERRE

## L'équipe salariée au 31 mai 2017

<b>Comptable</b>	Véronique Ancelin	<i>Comptabilité, paie, relation donateurs</i>
<b>Chargée d'information agriculture et alimentation</b>	Hélène Basquin Fané	<i>Gestion et animation du centre de ressources ALIMENTERRE, appui capitalisation</i>
<b>Responsable programme jeunesse et société civile</b>	Agnès Belaïd	<i>PCPA Algérie Coopérer autrement en acteurs de changement</i>
<b>Chargée de mission [CDD]</b>	Apolline Calucci	<i>Programme Coopérer autrement en acteurs de changement</i>
<b>Responsable administrative et financière</b>	Fabienne Clochette	<i>Gestion administrative et financière</i>
<b>Responsable publics et réseaux</b>	Fanny Darbois	<i>Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films</i>
<b>Responsable programme agriculture et alimentation</b>	Isabelle Duquesne	<i>Gestion et animation Fonds Agriculture &amp; Alimentation</i>
<b>Responsable plaidoyer institutionnel</b>	Pascal Erard	<i>Plaidoyer ALIMENTERRE vis-à-vis des décideurs européens</i>
<b>Responsable programme société civile et participation</b>	Astrid Frey	<i>PCPA Congo Coopérer autrement en acteurs de changement</i>
Assistante administrative	Ghania Gharbi	<i>Relation donateurs, appui administratif</i>
<b>Chargée de communication</b>	Minh Maudoux	<i>Site Internet - Réseaux sociaux, création et diffusion des supports de communication</i>
<b>Déléguée générale</b>	Anne-Françoise Taisne	

## Glossaire

ADESAF	Association pour le Développement Economique et Social en Afrique
AFD	Agence Française de Développement
AIDR	Alliance Internationale de Développement et de Recherche
AMCP	Action Mondiale contre la Pauvreté
APE	Accord de partenariat économique
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CUF	Citées Unies France
4D	Association Dossiers et débat pour le développement durable
EDUCASOL	Plateforme d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale
FARM	Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM)
F3E	Evaluer, échanger, éclairer
GRDR	Migration, citoyenneté, développement
GRET	Gret, professionnels du développement solidaire
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
ODD	Objectifs de développement durable définis par les Nations Unies
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PAFAO	Programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
UE	Union européenne



COMITÉ FRANÇAIS POUR  
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier  
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50  
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : [info@cfsi.asso.fr](mailto:info@cfsi.asso.fr)  
[www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)

